

deliberations

date	N°	service	intitulé
<b>22/11/17</b>	<b>91</b>	finance	Avance de contribution au syndicat intercommunal de la culture de Cesson – Vert-Saint-Denis
<b>22/11/17</b>	<b>92</b>	finance	Avance de contribution au syndicat intercommunal des sports de Cesson – Vert-Saint-Denis
<b>22/11/17</b>	<b>93</b>	finance	Imputation de biens meubles de faible valeur en section d'investissement pour l'année 2018
<b>22/11/17</b>	<b>94</b>	amenag	Modification de la sectorisation de la taxe d'aménagement
<b>22/11/17</b>	<b>95</b>	rh	Modification tableau des effectifs
<b>22/11/17</b>	<b>96</b>	rh	Reconduction de postes d'agents de surveillance des points écoles contractuels pour la police municipale
<b>22/11/17</b>	<b>97</b>	rh	Reconduction de postes d'adjoints techniques contractuels pour les remplacements exceptionnels

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

\* \* \*

VILLE DE CESSON

N°91/ 2017

EXTRAIT du REGISTRE  
des DELIBERATIONS  
du CONSEIL MUNICIPAL

**Date de convocation :**

Le 15 novembre 2017

**Date d'affichage :**

Le 24 novembre 2017

**Nombre** d  
**Conseillers :**

En exercice : 29

Présents : 23

Votants : 27

Le Maire certifie le caractère  
exécutoire de la présente  
délibération à compter du

Fait à Cesson, le 24/11/2017

Le Directeur Général des  
Services par délégation,  
Nicolas MARTIN



*Haut*

L'an Deux mil dix-sept,

Le vingt-deux novembre, à vingt heures

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Olivier CHAPLET, Maire.

**Présents :** Olivier CHAPLET, Stéphanie CHILLOUX, Jean-Louis DUVAL, Marie-Annick FAYAT, Jacques HEESTERMANS, Isabelle PREVOT, Liliana MEISTER, François REALINI, Jean-Marie CHEVALLIER, Daniel COMPTE, Charline COGET, Dominique ORLANDO, Annick LABAYE, Yves-Marie FRANCOIS, Sandrine CAUVIN, Jean-Luc FARCY, Alain DEMANDRE, Nathalie CRISCIONE, Nadège VERRIER, Valentin VALERIUS, Caroline PAGES, Michel BERTRAND, Odile MAZERON,

**Pouvoirs :**

M.BELHOMME à M.REALINI  
M.DEVAUX à M.HEESTERMANS  
Mme NALINE à Mme VERRIER  
Mme SOUBESETE à M.BERTRAND

**Absents :**

M.PEREIRA, Mme BENOIT

Formant la majorité des membres en exercice.

**M.HEESTERMANS** est nommé Secrétaire de séance.

**OBJET : FINANCES – AVANCE DE CONTRIBUTION AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA CULTURE DE CESSON – VERT-SAINT-DENIS**

Monsieur Jean-Louis DUVAL, Maire Adjoint en charge des Finances, propose au Conseil Municipal, conformément à la loi, au Code Général des Collectivités Territoriales et à l'instruction budgétaire et comptable M14, de faire une

Accusé de réception en préfecture  
077-217700673-20171122-DEL201711-91-  
DE  
Date de télétransmission : 24/11/2017  
Date de réception préfecture : 24/11/2017

avance de subvention mensuelle au Syndicat Intercommunal de la Culture afin qu'il puisse faire face à des dépenses durant les premiers mois de l'année avant le vote du Budget Primitif 2018.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur DUVAL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2321-2,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits des communes, des départements et des régions,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux Communes et EPCI à caractère administratif,

Vu le Budget Primitif 2017, article 6554 « Contribution à des organismes de regroupement »,

Vu la délibération n° 26/2017 en date du 22/03/2017, attribuant une contribution de 240 746,20 € au Syndicat Intercommunal de la Culture,

Vu la présentation en Commission « Finances, Administration Générale et Développement Economique » du 15/11/2017,

Considérant que le Conseil Municipal peut procéder, avant le vote du Budget Primitif 2018, à une avance de fonds sur le crédit « contribution »,

Sur proposition du Maire,  
**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Après en avoir délibéré,

**DECIDE** d'attribuer au Syndicat Intercommunal de la Culture des avances mensuelles jusqu'au vote du Budget Primitif 2018, correspondant chacune à 1/12<sup>ème</sup> de la contribution versée en 2017.

**DIT** que les crédits seront inscrits au Budget Primitif 2018.

Fait et délibéré,

**Vote : UNANIMITE**

Les jours, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents pour copie conforme.



Olivier CHAPLET

Maire de Cesson

Accusé de réception en préfecture 077-217700673-20171122-DEL201711-01- DE Date de télétransmission : 24/11/2017 Date de réception préfecture : 24/11/2017
---

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

\* \* \*

VILLE DE CESSON

N°92 / 2017

EXTRAIT du REGISTRE  
des DELIBERATIONS  
du CONSEIL MUNICIPAL

**Date de convocation :**

Le 15 novembre 2017

**Date d'affichage :**

Le 24 novembre 2017

**Nombre de Conseillers :**

En exercice : 29

Présents : 23

Votants : 27

Le Maire certifie le caractère  
exécutoire de la présente  
délibération à compter du 24/11/2017

Fait à Cesson, le 24/11/2017

Le Directeur Général des Services  
par délégation,  
Nicolas MARTIN



*Martin*

L'an Deux mil dix-sept,

Le vingt-deux novembre, à vingt heures

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Olivier CHAPLET, Maire.

**Présents :** Olivier CHAPLET, Stéphanie CHILLOUX, Jean-Louis DUVAL, Marie-Annick FAYAT, Jacques HEESTERMANS, Isabelle PREVOT, Liliana MEISTER, François REALINI, Jean-Marie CHEVALLIER, Daniel COMPTE, Charline COGET, Dominique ORLANDO, Annick LABAYE, Yves-Marie FRANCOIS, Sandrine CAUVIN, Jean-Luc FARCY, Alain DEMANDRE, Nathalie CRISCIONE, Nadège VERRIER, Valentin VALERIUS, Caroline PAGES, Michel BERTRAND, Odile MAZERON,

**Pouvoirs :**

M.BELHOMME à M.REALINI  
M.DEVAUX à M.HEESTERMANS  
Mme NALINE à Mme VERRIER  
Mme SOUBESTE à M.BERTRAND

**Absents :**

M.PEREIRA, Mme BENOIT

Formant la majorité des membres en exercice.

**M.HEESTERMANS** est nommé Secrétaire de séance.

**OBJET : FINANCES – AVANCE DE CONTRIBUTION AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES SPORTS DE CESSON – VERT-SAINT-DENIS**

Monsieur Jean-Louis DUVAL, Maire Adjoint en charge des Finances, propose au Conseil Municipal, conformément à la loi, au Code Général des Collectivités Territoriales et à l'instruction budgétaire et comptable M14, de faire une

Accusé de réception en préfecture  
077-217700673-20171122-DEL201711-92-  
DE  
Date de télétransmission : 24/11/2017  
Date de réception préfecture : 24/11/2017

avance de subvention mensuelle au Syndicat Intercommunal des Sports afin qu'il puisse faire face à des dépenses durant les premiers mois de l'année avant le vote du Budget Primitif 2018.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur DUVAL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2321-2,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits des communes, des départements et des régions,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux Communes et EPCI à caractère administratif,

Vu le Budget primitif 2018, article 6554 « Contribution à des organismes de regroupement »,

Vu la délibération n° 26/2017 en date du 22/03/2017, attribuant une contribution de 930 418,50 € au Syndicat Intercommunal des Sports,

Vu la présentation en Commission « Finances, Administration Générale et Développement Economique » du 15/11/2017,

Considérant que le Conseil Municipal peut procéder, avant le vote du Budget Primitif 2018, à une avance de fonds sur le crédit « contribution »,

Sur proposition du Maire,

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Après en avoir délibéré,

**DECIDE** d'attribuer au Syndicat Intercommunal des Sports des avances mensuelles jusqu'au vote du Budget Primitif 2018, correspondant chacune à 1/12<sup>ème</sup> de la contribution versée en 2017.

**DIT** que les crédits seront inscrits au Budget Primitif 2018.

Fait et délibéré,

**Vote : UNANIMITE**

Les jours, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents pour copie conforme.



Olivier CHAPLET

Maire de Cesson

Accusé de réception en préfecture  
077-217700673-20171122-DEL201711-92-  
DE  
Date de télétransmission : 24/11/2017  
Date de réception préfecture : 24/11/2017

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

\* \* \*

VILLE DE CESSON

N°93 / 2017

EXTRAIT du REGISTRE  
des DELIBERATIONS  
du CONSEIL MUNICIPAL

**Date de convocation :**

Le 15 novembre 2017

**Date d'affichage :**

Le 24 novembre 2017

**Nombre de Conseillers :**

En exercice : 29

Présents : 23

Votants : 27

Le Maire certifie le caractère  
exécutoire de la présente  
délibération à compter du 24/11/17

Fait à Cesson, le 24/11/2017

Le Directeur Général des Services  
par délégation,  
Nicolas MARTIN

L'an Deux mil dix-sept,

Le vingt-deux novembre, à vingt heures

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la  
Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur  
Olivier CHAPLET, Maire.

**Présents :** Olivier CHAPLET, Stéphanie CHILLOUX, Jean-Louis  
DUVAL, Marie-Annick FAYAT, Jacques HEESTERMANS, Isabelle  
PREVOT, Liliana MEISTER, François REALINI, Jean-Marie  
CHEVALLIER, Daniel COMPTE, Charline COGET, Dominique  
ORLANDO, Annick LABAYE, Yves-Marie FRANCOIS, Sandrine  
CAUVIN, Jean-Luc FARCY, Alain DEMANDRE, Nathalie  
CRISCIONE, Nadège VERRIER, Valentin VALERIUS, Caroline  
PAGES, Michel BERTRAND, Odile MAZERON,

**Pouvoirs :**

M.BELHOMME à M.REALINI  
M.DEVAUX à M.HEESTERMANS  
Mme NALINE à Mme VERRIER  
Mme SOUBESTE à M.BERTRAND

**Absents :**

M.PEREIRA, Mme BENOIT

Formant la majorité des membres en exercice.

**M.HEESTERMANS** est nommé Secrétaire de séance.

**OBJET : FINANCES – DELIBERATION CADRE ANNUELLE –  
IMPUTATION DE BIENS MEUBLES DE FAIBLE VALEUR EN  
SECTION D'INVESTISSEMENT POUR L'ANNEE 2018**

Monsieur Jean-Louis DUVAL, Maire Adjoint en charge des  
Finances, expose que la circulaire n° INTB0200059C du  
26 février 2002 définit les règles d'imputation des dépenses



*Mar*

Accusé de réception en préfecture  
077-217700673-20171122-DEL201711-93-  
DE  
Date de télétransmission : 24/11/2017  
Date de réception préfecture : 24/11/2017

du service public local. Sont imputés à la section d'investissement :

- les biens immeubles,
- quelle que soit leur valeur unitaire, les biens meubles énumérés dans la nomenclature présentée en annexe de la circulaire ainsi que les biens non mentionnés dans cette nomenclature, mais pouvant être assimilés par analogie à un bien y figurant,
- les biens meubles ne figurant pas dans la nomenclature et ne pouvant être assimilés par analogie à un bien y figurant, et dont le montant unitaire dépasse 500 € TTC.

Cependant, l'arrêté NOR/INT/B0100692A du 26/10/2001 précise que les biens meubles ne figurant pas dans la nomenclature et/ou ne pouvant pas y être assimilés, mais ayant un caractère de consistance et de durabilité suffisant peuvent être imputés en section d'investissement ; cette imputation doit toutefois faire l'objet d'une délibération spécifique du Conseil Municipal, lorsqu'il s'agit de biens dont la valeur unitaire est inférieure à 500 € TTC.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur DUVAL,

Vu l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° NOR/INT/B0100692A du 26/10/2001 relatif à l'imputation des dépenses du secteur public local pris en application des articles L2122-21, L3221-2 et L4231-2 du CGCT,

Vu la circulaire n° INTB0200059C du 26 février 2002,

Vu la présentation en Commission « Finances, Administration générale, Développement économique » réunie le 15/11/2017,

Sur proposition du Maire,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Après en avoir délibéré,

**DECIDE** d'imputer en section d'investissement pour l'année 2018 :

- les dépenses liées au fleurissement et à l'aménagement des espaces verts de la commune dès lors qu'il s'agit de dépenses ayant un caractère de durabilité tels que les plantes vivaces, les arbustes, les tuteurs,
- les dépenses liées à l'acquisition de gilets pare-balles, menottes et matraques,
- boîtes à outils et outillages divers,
- panneaux de signalisation,
- lampes torches,
- attaches remorques,

- porte-voix,
- porte-manteaux et patères,
- auvents,
- casiers pour tables scolaires,
- antennes TV,
- équipements de chariots de lavage (seau, presse),
- balais à plat,
- escabeaux,
- poubelles grande contenance,
- sèche-dessin,
- modules de motricité (pont de singe, tour, échelle, barre d'activité),
- mobilier coin jeux (maisonnette, nurserie, cuisine, ilots de jeux, garage),
- monocycle,
- cabanon jeu,
- jeux de société géants,
- patinette, trottinette,
- pedal walker,
- piscine à balles,
- porteur,
- tapis de gymnastique,
- tapis de jeux,
- toboggan d'intérieur,
- tricycle,
- barbecue, réchaud camping,
- cabane de jardin,
- outils de jardinage,
- rames, pagaies,
- matériel d'initiation à la sécurité routière,
- malle de camping,
- parasol,
- queue de billard,
- cylindres sécurité,
- cimaises,
- sapins artificiels
- équipement protection individuelle.

Fait et délibéré,

**Vote : UNANIMITE**

Les jours, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents pour copie conforme.



Olivier CHAPLET

Maire de Cesson

Accusé de réception en préfecture 077-217700673-20171122-DEL201711-93- DE Date de télétransmission : 24/11/2017 Date de réception préfecture : 24/11/2017
---



DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

\* \* \*

VILLE DE CESSON

N°94 / 2017

EXTRAIT du REGISTRE  
des DELIBERATIONS  
du CONSEIL MUNICIPAL

**Date de convocation :**

Le 15 novembre 2017

**Date d'affichage :**

Le 24 novembre 2017

**Nombre de Conseillers :**

En exercice : 29

Présents : 23

Votants : 27

*Le Maire certifie le caractère  
exécutif de la présente  
délibération à compter du 24/11/17*

*Fait à Cesson, le 24/11/2017*

*Le Directeur Général des Services  
par délégation,*

*Nicolas MARTIN*



*Maur*

L'an Deux mil dix-sept,

Le vingt-deux novembre, à vingt heures

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Olivier CHAPLET, Maire.

**Présents :** Olivier CHAPLET, Stéphanie CHILLOUX, Jean-Louis DUVAL, Marie-Annick FAYAT, Jacques HEESTERMANS, Isabelle PREVOT, Liliana MEISTER, François REALINI, Jean-Marie CHEVALLIER, Daniel COMPTE, Charline COGET, Dominique ORLANDO, Annick LABAYE, Yves-Marie FRANCOIS, Sandrine CAUVIN, Jean-Luc FARCY, Alain DEMANDRE, Nathalie CRISCIONE, Nadège VERRIER, Valentin VALERIUS, Caroline PAGES, Michel BERTRAND, Odile MAZERON,

**Pouvoirs :**

M.BELHOMME à M.REALINI  
M.DEVAUX à M.HEESTERMANS  
Mme NALINE à Mme VERRIER  
Mme SOUBESTE à M.BERTRAND

**Absents :**

M.PEREIRA, Mme BENOIT

Formant la majorité des membres en exercice.

M.HEESTERMANS est nommé Secrétaire de séance.

**OBJET : URBANISME – MODIFICATION DE LA SECTORISATION  
DE LA TAXE D'AMENAGEMENT**

Monsieur Olivier CHAPLET, Maire, expose que la taxe d'aménagement s'applique à toutes les opérations de construction, de restructuration ou d'agrandissement de bâtiments et aménagement de toute nature soumis au régime des autorisations d'urbanisme ainsi que dans le cas de

Accusé de réception en préfecture  
077-217700673-20171122-DEL201711-94-  
DE  
Date de télétransmission : 24/11/2017  
Date de réception préfecture : 24/11/2017

changement de destination de certains locaux des exploitations agricoles.

Elle s'applique à toutes les autorisations d'urbanisme déposées depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012.

Le taux de la taxe d'aménagement est voté par la collectivité locale pour la part qui la concerne. Le taux de la part communale est fixé par délibération du conseil municipal prise avant le 30 novembre pour être applicable au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.

Par délibération en date du 20 octobre 2011, le taux a été fixé à 5% sur le territoire de la commune.

Par délibération en date du 23 novembre 2012, la taxe d'aménagement a été sectorisée à 15% et 20%.

De nouveaux secteurs de la commune, devant recevoir des opérations de constructions groupées dont la taxe d'aménagement est établie à 5% nécessitent d'importants travaux de réfection de la voirie et de modernisation de l'éclairage public à la charge de la commune. La taxe d'aménagement pourrait donc être relevée à 15%. C'est le cas de la parcelle communale BH 179 recevant les équipements dits du Poirier Saint et qui doit être prochainement cédées à un promoteur pour la construction d'une opération immobilière.

Après avoir entendu l'exposé de M. CHAPLET,

**VU** La délibération n°76/2011 du 20 octobre 2011 instituant la taxe d'aménagement sur le territoire communal ;

**VU** la délibération n°75/2012 du 23 novembre 2012 instituant une sectorisation de la taxe d'aménagement sur le territoire communal ;

**VU** la délibération n°83/2015 du 04 novembre 2015 modifiant la sectorisation de la taxe d'aménagement ;

Considérant que l'article précité prévoit que le taux de la part communal de la taxe d'aménagement puisse être augmenté jusqu'à 20% dans certains secteurs, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipement publics généraux sont rendus nécessaires pour admettre des constructions ;

Considérant que le secteur délimité par les plans joint, en annexe nécessite, en raison de l'importance des constructions à édifier dans ce secteur, la réalisation d'équipements publics dont la liste suit :

- Rénovation de l'avenue Charles Monnier,
- Aménagement d'espaces publics en bordure du Balory,
- Rénovation de l'éclairage public

-Enfouissement des réseaux (France télécom, électrique, eaux pluviales)

Sur proposition du Maire,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Après en avoir délibéré,

**DECIDE**

-d'instituer sur la section cadastrée BH 179 une taxe d'aménagement à 15%.

-de reporter la délimitation de ce secteur dans les annexes du Plan local d'Urbanisme concerné à titre d'information ;

En conséquence, les participations (hors assainissement-participation pour assainissement collectif) sont définitivement supprimées dans les secteurs considérés.

**DIT** que la présente délibération accompagnée du plan est valable pour une période d'un an, reconduite de plein droit pour l'année suivante si une nouvelle délibération n'est pas adoptée avant le 30 novembre de l'année.

**FIXE** les modalités de la concertation préalable facultative :

Le Maire met le dossier à la disposition du public pour une durée minimale d'un mois. Il est appelé à formuler ses observations ou propositions dans des conditions précisées ci-dessous :

- L'information au public sera assurée par un affichage d'un avis en mairie et à l'adresse du terrain, sur le site internet de la commune, dans une publication municipale et dans un journal local.
- Un registre permettant de consigner des observations sera ouvert pendant tout la durée de présentation du dossier.

**DIT** qu'il sera procédé aux mesures de publicité de cette délibération prévues à l'article R.111-47 du Code de l'urbanisme, par affichage pour une période d'un mois et par mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département.

Fait et délibéré,

**Vote : UNANIMITE**

Les jours, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents pour copie conforme.

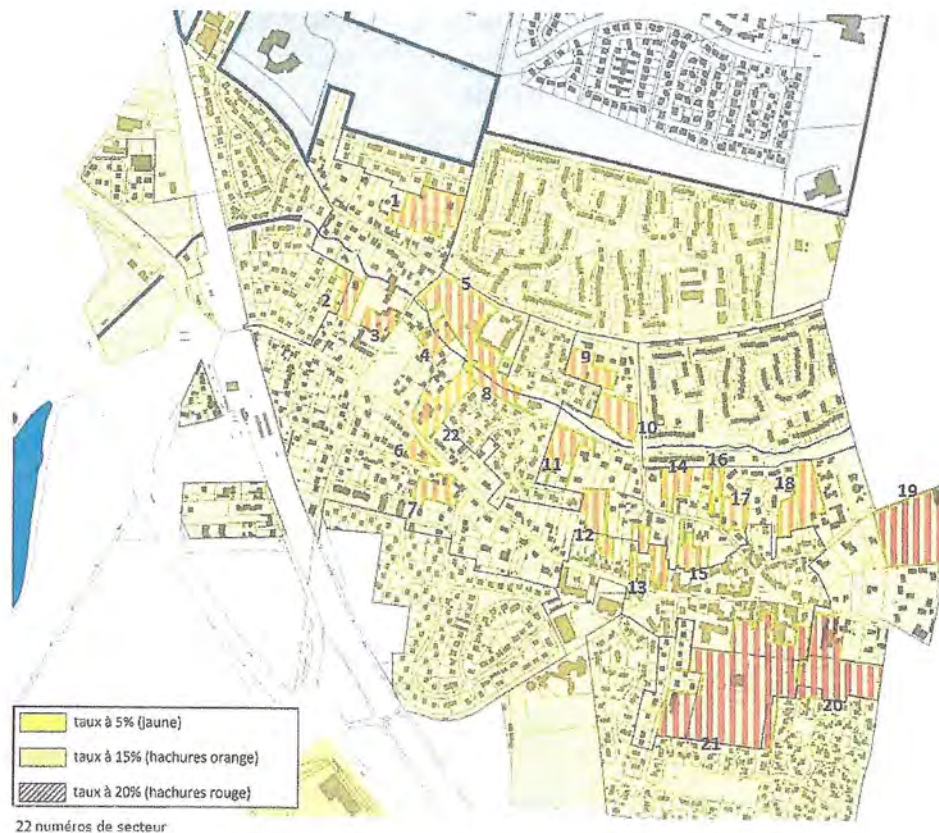


Olivier CHAPLET

Le Maire,

Accusé de réception en préfecture  
077-217700673-20171122-DEL201711-94-  
DE  
Date de télétransmission : 24/11/2017  
Date de réception préfecture : 24/11/2017

# Sectorisation de la taxe d'aménagement



Accusé de réception en préfecture  
077-217700673-20171122-DEL201711-94-  
DE  
Date de télétransmission : 24/11/2017  
Date de réception préfecture : 24/11/2017

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

\* \* \*

VILLE DE CESSON

N°95 / 2017

EXTRAIT du REGISTRE  
des DELIBERATIONS  
du CONSEIL MUNICIPAL

**Date de convocation :**

Le 15 novembre 2017

**Date d'affichage :**

Le 24 novembre 2017

**Nombre de Conseillers :**

En exercice : 29

Présents : 23

Votants : 27

Le Maire certifie le caractère  
exécutoire de la présente  
délibération à compter du 24/11/17

Fait à Cesson, le 24/11/17

Le Directeur Général des  
Services par délégation,  
Nicolas MARTIN

L'an Deux mil sept,

Le vingt-deux novembre, à vingt heures

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la  
Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur  
Olivier CHAPLET, Maire.

**Présents :** Olivier CHAPLET, Stéphanie CHILLOUX, Jean-Louis  
DUVAL, Marie-Annick FAYAT, Jacques HEESTERMANS, Isabelle  
PREVOT, Liliana MEISTER, François REALINI, Jean-Marie  
CHEVALLIER, Daniel COMPTE, Charline COGET, Dominique  
ORLANDO, Annick LABAYE, Yves-Marie FRANCOIS, Sandrine  
CAUVIN, Jean-Luc FARCY, Alain DEMANDRE, Nathalie  
CRISCIONE, Nadège VERRIER, Valentin VALERIUS, Caroline  
PAGES, Michel BERTRAND, Odile MAZERON,

**Pouvoirs :**

M.BELHOMME à M.REALINI

M.DEVAUX à M.HEESTERMANS

Mme NALINE à Mme VERRIER

Mme SOUBESTE à M.BERTRAND

**Absents :**

M.PEREIRA, Mme BENOIT

Formant la majorité des membres en exercice.

**M.HEESTERMANS** est nommé Secrétaire de séance.

**OBJET : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATIONS AU  
TABLEAU DES EFFECTIFS**

Monsieur Jacques HEESTERMANS, Maire Adjoint en charge du  
personnel, expose qu'il convient de créer plusieurs postes :

- suite à l'inscription des agents sur les tableaux annuels  
d'avancement de grade, au titre de l'année 2017,



4 ans

Accusé de réception en préfecture  
077-217700673-20171122-DEL201711-95-  
DE  
Date de télétransmission : 24/11/2017  
Date de réception préfecture : 24/11/2017

- suite à la mise en stage d'un agent et à sa réussite au concours d'Auxiliaire de Puériculture Principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet pour la Halte-Garderie,

Après avoir entendu l'exposé de M. HEESTERMANS,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83/634 du 13.07.1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84/53 du 26.01.1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°92-865 du 28.08.1992, portant statut particulier du cadre d'emplois des Auxiliaires de Puéricultures territoriaux,

Vu le décret n°92-850 du 28.08.1992, portant statut particulier du cadre d'emplois des ATSEM territoriaux,

Vu le décret n°2006-1691 du 22.12.2006, portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Techniques territoriaux,

Vu le décret n°2006-1690 du 22.12.2006, portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Administratifs territoriaux,

Vu le décret n°2006-1693 du 22.12.2006, portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints d'Animations territoriaux,

Vu les avis favorables du Centre de Gestion de Seine-et-Marne en date du 30 Août 2017 sur les tableaux d'avancement de grade présentés par la Commune, pour l'année 2017,

Considérant les besoins des services,

Vu la présentation en Commission Finances, Administration Générale et développement économique, en date du 15.11.2017,

Sur proposition du Maire,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Après en avoir délibéré,

**DECIDE** de créer :

POUR LA DIRECTION DE L'EDUCATION :

- 1 poste d'Adjoint Technique Principal de 1<sup>ère</sup> classe titulaire à temps complet,
- 4 postes d'ATSEM Principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet,
- 1 poste d'Adjoint d'Animation Principal de 1<sup>ère</sup> classe titulaire à temps complet,

<p>Accusé de réception en préfecture 077-217700673-20171122-DEL201711-95- DE Date de télétransmission : 24/11/2017 Date de réception préfecture : 24/11/2017</p>
--

POUR LA HALTE-GARDERIE :

- 1 poste d'Auxiliaire de Puériculture Principal de 2<sup>ème</sup> classe titulaire à temps non complet, (25h30),

POUR LA DIRECTION GENERALE :

- 1 poste d'Adjoint Administratif Principal de 1<sup>ère</sup> classe titulaire à temps complet,

POUR LE SERVICE DES FINANCES :

- 2 postes d'Adjoint Administratif Principal de 1<sup>ère</sup> classe titulaire à temps complet,

POUR LE SERVICE ETAT-CIVIL/ACCUEIL :

- 1 poste d'Adjoint Administratif Principal de 1<sup>ère</sup> classe titulaire à temps complet,

-

POUR LE SERVICE VIE LOCALE :

- 1 poste d'Adjoint Administratif Principal de 1<sup>ère</sup> classe titulaire à temps complet,

-

POUR LA DIRECTION DE L'AMENAGEMENT :

- 2 postes d'Adjoint Technique Principal de 1<sup>ère</sup> classe titulaire à temps complet,

**DIT** que la présente délibération prendra effet au **01.12.2017**,

**DIT** que les crédits sont prévus au budget,

Fait et délibéré,

**Vote : 24 voix POUR**

**3 Abstentions (M.Bertrand, A.Soubeste, O.Mazeron)**

Les jours, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents pour copie conforme.



Olivier CHAPLET

Le Maire,

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

\* \* \*

VILLE DE CESSON

N°96 / 2017

EXTRAIT du REGISTRE  
des DELIBERATIONS  
du CONSEIL MUNICIPAL

**Date de convocation :**

Le 15 novembre 2017

**Date d'affichage :**

Le 24 novembre 2017

**Nombre de Conseillers :**

En exercice : 29

Présents : 23

Votants : 27

Le Maire certifie le caractère  
exécutoire de la présente  
délibération à compter du 24/11/17

Fait à Cesson, le 24/11/17

Le Directeur Général des Services  
par délégation,  
Nicolas MARTIN



*Martin*

L'an Deux mil sept,

Le vingt-deux novembre, à vingt heures

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Olivier CHAPLET, Maire.

**Présents :** Olivier CHAPLET, Stéphanie CHILLOUX, Jean-Louis DUVAL, Marie-Annick FAYAT, Jacques HEESTERMANS, Isabelle PREVOT, Liliana MEISTER, François REALINI, Jean-Marie CHEVALLIER, Daniel COMPTE, Charline COGET, Dominique ORLANDO, Annick LABAYE, Yves-Marie FRANCOIS, Sandrine CAUVIN, Jean-Luc FARCY, Alain DEMANDRE, Nathalie CRISCIONE, Nadège VERRIER, Valentin VALERIUS, Caroline PAGES, Michel BERTRAND, Odile MAZERON,

**Pouvoirs :**

M.BELHOMME à M.REALINI  
M.DEVAUX à M.HEESTERMANS  
Mme NALINE à Mme VERRIER  
Mme SOUBESTE à M.BERTRAND

**Absents :**

M.PEREIRA, Mme BENOIT

Formant la majorité des membres en exercice.

**M.HEESTERMANS** est nommé Secrétaire de séance.

**OBJET : RESSOURCES HUMAINES – RECONDUCTION DE POSTES D'AGENTS DE SURVEILLANCE DES POINTS ECOLES, CONTRACTUELS, POUR LA POLICE MUNICIPALE**

Monsieur Jacques HEESTERMANS, Maire Adjoint en charge du personnel, expose qu'en raison des besoins en personnel pour assurer la surveillance des points écoles des 5 groupes

Accusé de réception en préfecture  
077-217700673-20171122-DEL201711-96-  
DE  
Date de télétransmission : 24/11/2017  
Date de réception préfecture : 24/11/2017



scolaires, il convient de reconduire les postes d'agents de surveillance, contractuels,

Après avoir entendu l'exposé de M.HEESTERMANS,  
 Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
 Vu la loi n°83-634 du 13.07.1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,  
 Vu la loi n°84-53 du 26.01.1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,  
 Vu le décret n°88-145 du 15.02.1988 relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale,  
 Vu la présentation en Commission Finances, Administration Générale et développement économique, en date du 15.11.2017,  
 Vu le décret n°2015-1912 du 29.12.2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Considérant les besoins en personnel de surveillance sur les points écoles des 5 groupes scolaires municipaux,

Sur proposition du Maire,  
**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Après en avoir délibéré,

**DECIDE** de reconduire :

**POUR LE SERVICE DE LA POLICE MUNICIPALE :**

- 5 postes d'agents de surveillance des points écoles, contractuels, pour un total de 1565 heures, pour la période du 01.01.2018 au 31.12.2018,

**FIXE** la rémunération horaire en référence à l'indice brut 348, indice majoré 326 (Ajustement des indices en fonction de la réglementation en vigueur du PPCR),

**DIT** que les crédits seront prévus au budget 2018,  
 Fait et délibéré,

**Vote : 24 voix POUR**

**3 Abstentions (M.Bertrand, A.Soubeste, O.Mazeron)**

Les jours, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents pour copie conforme.



Olivier CHAPLET

Le Maire,

Accusé de réception en préfecture 077-217700673-20171122-DEL201711-96- DE Date de télétransmission : 24/11/2017 Date de réception préfecture : 24/11/2017
---

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

\* \* \*

VILLE DE CESSON

N°97/ 2017

EXTRAIT du REGISTRE  
des DELIBERATIONS  
du CONSEIL MUNICIPAL

**Date de convocation :**

Le 15 novembre 2017

**Date d'affichage :**

Le 24 novembre 2017

**Nombre de Conseillers :**

En exercice : 29

Présents : 23

Votants : 27

Le Maire certifie le caractère  
exécutoire de la présente  
délibération à compter du 24/11/17

Fait à Cesson, le 24/11/17

Le Directeur Général des Services  
par délégation,  
Nicolas MARTIN



Mart.

L'an Deux mil sept,

Le vingt-deux novembre, à vingt heures

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Olivier CHAPLET, Maire.

**Présents :** Olivier CHAPLET, Stéphanie CHILLOUX, Jean-Louis DUVAL, Marie-Annick FAYAT, Jacques HEESTERMANS, Isabelle PREVOT, Liliana MEISTER, François REALINI, Jean-Marie CHEVALLIER, Daniel COMPTE, Charline COGET, Dominique ORLANDO, Annick LABAYE, Yves-Marie FRANCOIS, Sandrine CAUVIN, Jean-Luc FARCY, Alain DEMANDRE, Nathalie CRISCIONE, Nadège VERRIER, Valentin VALERIUS, Caroline PAGES, Michel BERTRAND, Odile MAZERON,

**Pouvoirs :**

M.BELHOMME à M.REALINI  
M.DEVAUX à M.HEESTERMANS  
Mme NALINE à Mme VERRIER  
Mme SOUBESTE à M.BERTRAND

**Absents :**

M.PEREIRA, Mme BENOIT

Formant la majorité des membres en exercice.

**M.HEESTERMANS** est nommé Secrétaire de séance.

**OBJET : RESSOURCES HUMAINES – RECONDUCTION DE POSTES D'ADJOINTS TECHNIQUES, CONTRACTUELS, POUR LES REMPLACEMENTS EXCEPTIONNELS**

Monsieur Jacques HEESTERMANS, Maire Adjoint en charge du personnel, expose qu'en raison des besoins de la Direction de l'Education, il convient de reconduire les postes d'Adjointes Techniques, contractuels, à temps non complet, pour faire

Accusé de réception en préfecture  
077-217700673-20171122-DEL201711-97-  
DE  
Date de télétransmission : 24/11/2017  
Date de réception préfecture : 24/11/2017

face à des remplacements exceptionnels sur le temps de restauration scolaire et de l'entretien des locaux,

Après avoir entendu l'exposé de M.HEESTERMANS,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13.07.1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26.01.1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°88-145 du 15.02.1988 relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°2006-1691 du 22.12.2006, portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjointes Techniques territoriales,

Vu le décret n°2015-1912 du 29.12.2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu la présentation en Commission Finances, Administration Générale et développement économique, en date du 15.11.2017,

Considérant les besoins de la Direction de l'Éducation,

Sur proposition du Maire,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Après en avoir délibéré,

**DECIDE** de reconduire :

POUR LA DIRECTION DE L'ÉDUCATION :

- Des postes d'Adjointes Techniques, contractuels, pour un total de 1 000 heures, pour la période du 01.01.2018 au 31.12.2018, (remplacements exceptionnels)

**FIXE** la rémunération horaire en référence à l'indice brut 348, indice majoré 326 (Ajustement des indices en fonction de la réglementation en vigueur du PPCR),

**DIT** que les crédits seront prévus au budget 2018,

Fait et délibéré,

**Vote : 24 voix POUR**

**3 Abstentions (M.Bertrand, A.Soubeste, O.Mazeron)**

Les jours, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents pour copie conforme.



Olivier CHAPLET

Le Maire,

Accusé de réception en préfecture  
077-217700673-20171122-DEL201711-97-  
DE  
Date de télétransmission : 24/11/2017  
Date de réception préfecture : 24/11/2017